

Le dossier Turcot s'invite à Copenhague

Groupes environnementaux, syndicats et partis politiques lancent un appel à la raison à Jean Charest

Montréal, le 17 décembre 2009- Alors que la conférence de Copenhague bat son plein, une déclaration concernant le projet de réfection Turcot, signée par une trentaine de représentants d'organisations, telles le Conseil régional de la FTQ de Montréal, le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal), Équiterre, le Regroupement économique et social du Sud Ouest, le Bloc québécois, la Centrale des syndicats du Québec, Projet Montréal et le Parti Québécois, a été remise aujourd'hui à Jean Charest. Les signataires demandent au Premier ministre de revoir le projet Turcot en fonction des engagements que le gouvernement du Québec s'est fixé en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Dans cette déclaration intitulée « *Faire plus et faire mieux avec le complexe Turcot* », les représentants jugent qu'il est tout à fait utopique de croire que le Québec sera en mesure d'atteindre une cible ambitieuse de réduction de GES, particulièrement dans sa métropole, « *sans remettre en question l'augmentation de la capacité routière que vont engendrer les projets de prolongement de l'autoroute 25, la transformation de la Notre-Dame en autoroute et la réfection du complexe Turcot,* » tels que planifiés actuellement par le Ministère des Transports du Québec (MTQ). Une utopie qui se confirme d'ailleurs par les propres projections du MTQ qui prévoit, pour la région de Montréal, que « *si rien n'est fait pour réduire notre dépendance à l'automobile, les émissions de GES devraient augmenter de 20,4% d'ici 2026.* »

À l'instar des grandes métropoles comme San Francisco et même Toronto, les représentants pressent le Premier ministre de demander au MTQ de revoir le projet Turcot pour développer un projet d'avenir qui fera des transports collectifs une priorité afin de réduire à la fois les émissions de GES, la dépendance à l'automobile et la congestion routière. Les signataires soutiennent que cette approche permettrait aussi d'améliorer le développement économique du centre de l'agglomération de Montréal, la qualité de vie et la santé des citoyens qui vivent à proximité.

Enfin, les signataires mettent en garde le Premier ministre de ne pas se laisser bernier par les discours alarmistes du MTQ concernant la vétusté des infrastructures. Sans nier l'urgence de réparer certaines sections, ils lui demandent d'envisager le phasage des travaux pour ne remplacer à court terme que les infrastructures surélevées du complexe et de prendre le temps de réviser l'ensemble du projet en fonction des intérêts et des préoccupations maintes fois formulées par la population.

La liste complète des signataires et le texte de la déclaration sont disponibles sur :
<http://www.cremtl.qc.ca/turcot.php?page=communiques>

-30-

Renseignements

À Montréal :
Leïla Copti
CRE-Montréal
514.661.6134

À Copenhague :
Marie-Ève Roy
Équiterre
+ 45 41 63 37 95